



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

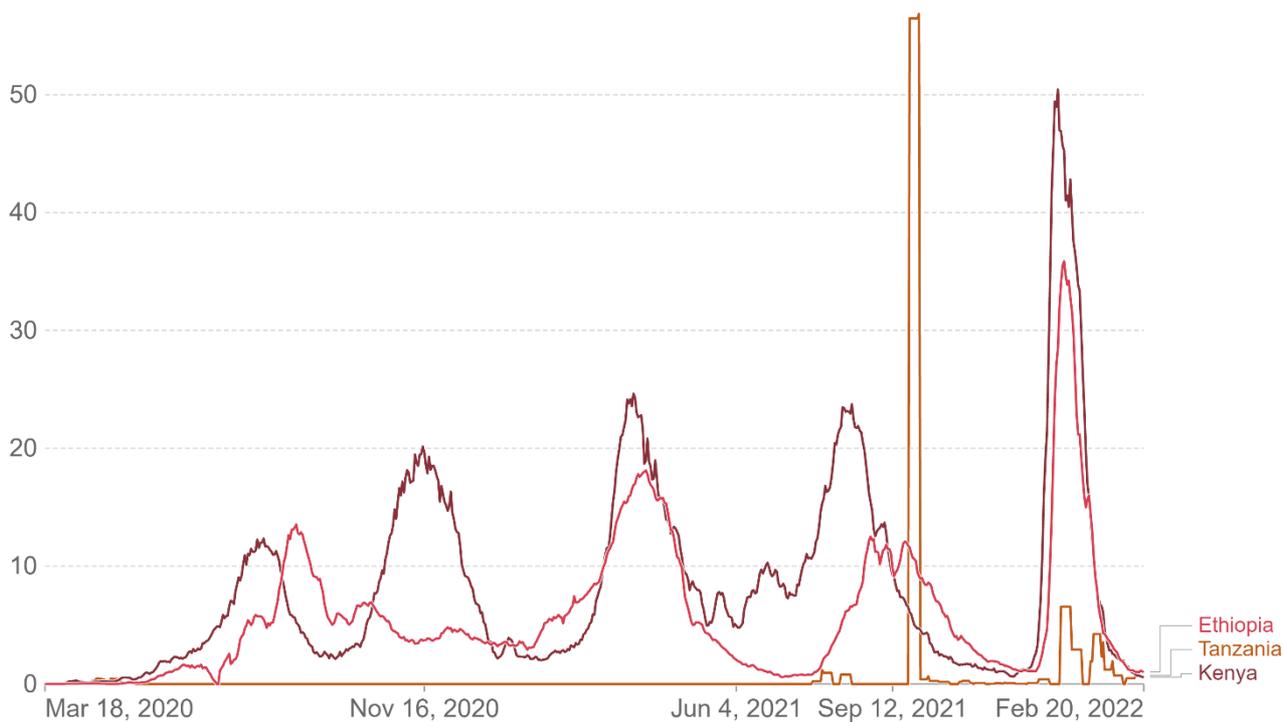
22 Février 2022

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

🍷 L'Afrique de l'Est remplit les conditions minimales pour commercer dans le cadre de la ZLECAF

Vendredi 18 février, les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est ont adopté l'offre tarifaire de la communauté pour les produits de la catégorie A, soit 90,2 %, à libéraliser dans les dix ans suivant le début des échanges dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Les produits de catégorie A sont ceux des secteurs de l'agroalimentaire, de l'agriculture, des transports ou de l'industrie automobile, des produits pharmaceutiques et des textiles. Cela signifie que la CAE fait désormais partie des États parties qui ont satisfait aux exigences minimales de la catégorie A, qui va permettre de commencer les échanges à titre provisoire. La ZLECAF a jusqu'à présent vérifié 29 offres tarifaires pour s'assurer qu'elles répondaient aux modalités et ce chiffre passera à 34 une fois que les offres des États partenaires de la CAE seront vérifiées. Les offres tarifaires des États partenaires de la CAE vont maintenant être soumises à la vérification du secrétariat de la ZLECAF, basé à Accra. Le secrétariat de la CAE a été aussi demandé de convoquer une réunion d'experts d'ici le 15 avril pour examiner les catégories B et C de l'offre tarifaire de la CAE.

🍷 Subvention accordée par les Nations Unies au Kenya et à Madagascar pour des projets de développement durable

Le Fonds conjoint des Nations Unies pour les Objectifs de développement durable (ODD) – fonds fiduciaire multipartenaires créé par l'Assemblée Générale des NU - a annoncé 54 MUSD de subventions pour financer des projets dans 5 pays dont le Kenya et Madagascar afin de favoriser l'atteinte des ODD. Ces pays ont été sélectionnés parmi les propositions soumises par plus de 100 pays. Le Kenya se servira des fonds pour la création d'une plateforme pour favoriser la santé sexuelle et reproductive et prévenir du VIH, dont le taux de prévalence s'élevait à 4,2 % en 2020 selon ONUSIDA (0,7 % à l'échelle mondiale). Tandis que Madagascar financera des projets d'énergies renouvelables afin de renforcer l'accès à l'électricité dans le pays, dont seulement 15 % de la population bénéficie actuellement. Ce Fonds pour les ODD s'est également engagé à mobiliser des ressources supplémentaires pour financer les propositions soumises par trois autres pays, notamment le Rwanda.

🍷 Burundi

Le niveau de pénétration de l'internet encore bas au Burundi

Même si des étapes importantes ont été franchies au Burundi dans l'utilisation de l'internet, la secrétaire permanente au ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et des Médias fait remarquer que l'internet reste en grande partie limité aux centres urbains. Cela est souligné par le fait que le taux de pénétration de l'internet reste à 10 % alors que la fibre optique est presque partout dans le pays. Les facteurs qui expliquent cette faible pénétration comprennent : le nombre limité des Burundais ayant des smartphones et des ordinateurs ; un faible niveau d'alphabétisation numérique de la population ; l'insuffisance des compétences dans l'utilisation des outils informatiques. La cherté et la lenteur de l'internet font aussi partie des facteurs qui limitent son accès. Pour résoudre ce problème, la directrice générale des TIC recommande la détaxation des terminaux. Également, les intervenants dans le domaine des TIC et les gestionnaires des médias appellent les opérateurs télécoms à fournir l'internet à haut débit pour faciliter les investissements dans le secteur.

🍷 Seychelles

Pas de brèves cette semaine

🍷 Djibouti

Pas de brèves cette semaine

🍷 Erythrée

Pas de brèves cette semaine

🍷 Ethiopie

L'inflation à un niveau toujours élevé en janvier 2022

D'après l'agence des statistiques éthiopienne, en janvier 2022, l'indice général des prix a affiché une légère baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à décembre 2021, à 34,5 % après un pic de 35,1 % en g.a. Néanmoins, l'inflation demeure à un niveau élevé, en raison principalement de la forte hausse des prix des produits alimentaires (+ 39,9 % par rapport à janvier 2021) qui découle des augmentations du prix de l'huile alimentaire (+ 90,8 %), des boissons non-alcoolisées et du café (+ 55,5 %) et des céréales (+ 44,8 %). L'augmentation des prix des produits non-alimentaires s'établit de son côté à 27,3 % (-0,7 point par rapport à décembre 2021). Les difficultés d'approvisionnement, la pénurie structurelle de devises, l'insuffisante production locale industrielle et agricole ainsi que le financement des déficits par de la création monétaire constituent les principales sources d'inflation.

Durcissement des conditions de dédouanement par le monopole d'État

L'entreprise monopolistique d'État, *Ethiopian Shipping & Logistics Services Enterprise (ESLSE)* a durci les conditions pour les importateurs. En effet, le dépôt de garantie requis pour les conteneurs de 20 pieds a été révisé à la hausse (+ 50 % à 15 000, soit 294,8 USD) et les délais

accordés pour le dédouanement et le rendu du conteneur raccourcis (période de grâce de 3 jours contre 1 mois auparavant). Malgré l'acquisition de 6 000 conteneurs au cours des six derniers mois, portant son stock total à environ 10 000, l'ESLSE est toujours en pénurie. Selon l'ESLSE cette pénurie serait due à la réticence des importateurs à décharger les marchandises et à restituer à temps les conteneurs loués, les importateurs l'imputent à la lenteur des procédures administratives douanières. Par ailleurs, en cours depuis deux ans, l'introduction de systèmes numérisés aux services douaniers demeure pour l'instant dans la phase d'essai.

Nomination du CEO de l'*Ethiopian Investment Holdings*

Le Premier ministre (PM) éthiopien a nommé *Mamo Miheretu*, conseiller politique et négociateur commercial en chef du PM, au poste de CEO de l'*Ethiopian Investment Holdings (EIH)*. Établi par décret en janvier 2022, l'EIH est un fonds souverain sous la tutelle du bureau du Premier ministre qui constitue un outil d'investissement du gouvernement éthiopien. Avec un capital autorisé de 100 Mds ETB, l'EIH va gérer les actifs et entreprises appartenant à l'État, les sociétés par actions et les institutions financières, les terrains et propriétés appartenant à l'État, ainsi que les autres actifs corporels et incorporels dans lesquels le gouvernement fédéral détient des participations. Alors que 36 entreprises publiques étaient sous la gestion de la *Public Enterprises Holding & Administration Agency (PEHAA)*, l'EIH prévoit de prendre la gestion d'une vingtaine d'entreprises publiques. L'EIH a également demandé à rejoindre le Forum international des fonds souverains (IFSWF), un consortium de 40 fonds, dont des grands fonds souverains tels que la *China Investment*

Corporation et les autorités d'investissement du Koweït et d'Abu Dhabi

Kenya

Le gouvernement kenyan s'oriente vers les prêts de la banque mondiale

La Banque mondiale et le FMI ont intensifié les prêts au Kenya au cours des trois dernières années. Les données du Trésor montrent que le total des prêts de la Banque mondiale a augmenté de 517 Mds KES (4,5 Mds USD) depuis juin 2019 pour atteindre 1 125 Mds KES (9,9 Mds USD) en décembre, la majeure partie des prêts ayant été accordée à la suite des difficultés économiques de Covid-19. Les prêts du FMI sont passés de 158,5 Mds KES (1,4 Mds USD) à 207,5 Mds KES (1,8 Mds USD) au cours de la même période, tandis que les prêts chinois ont augmenté de 125 Mds KES (1,1 Mds USD) pour atteindre 786 Mds KES (6,9 Mds USD). Pékin est devenu le plus grand créancier bilatéral après que ses prêts au Kenya étaient passés de 63 Mds KES (553,8 MUSD) à 478 Mds KES (4,2 Mds USD) au cours du premier mandat du président Kenyatta (2012 - 2017) mais la part de ces prêts a ralenti depuis. L'obtention de centaines de milliards de dollars auprès du FMI et de la Banque mondiale fait partie d'une stratégie visant à augmenter la concessionalité des prêts. En effet, les prêts de la Banque mondiale sont généralement assortis de taux d'intérêt nuls ou très faibles et de périodes de remboursement de 25 à 40 ans, avec une période de grâce de cinq ou dix ans.

Proparco accorde à l'*Aga Khan* 2,3 MEUR pour l'approvisionnement en oxygène

Les hôpitaux de l'*Aga Khan* en Afrique de l'Est ont reçu une subvention de 2,3 MEUR (297 MKES) de l'institution française de développement Proparco afin de renforcer l'approvisionnement

en oxygène de leurs établissements dans un contexte de demande croissante pour ce produit. Selon l'institution, cette subvention bénéficiera à l'hôpital universitaire *Aga Khan* de Nairobi et aux hôpitaux *Aga Khan* de Mombasa, Kisumu et Dar-es-Salaam, ainsi qu'à 94 centres médicaux et de proximité des services de santé *Aga Khan* au Kenya et en Tanzanie.

Madagascar

La filiale de *Green Yellow* met en service une centrale solaire de 1,4 MW dans l'ouest du pays

Green Energy Solutions (GES), joint-venture entre *Green Yellow* (filiale du groupe *Casino*) et *Jovena* (filiale du premier groupe malgache *Axian*) a mis en service début février une centrale solaire photovoltaïque d'une puissance de 1,4 MW dans la commune de Morondava, dans l'ouest du pays. Le projet comprend également la construction d'une ligne de transport haute tension de 40km (20 kV) qui connecte Morondava à la commune de Mahabo, et des générateurs diesel permettant une production nocturne d'électricité. Trois projets similaires sont en cours de réalisation dans la région SAVA (*Sambava, Antalaha, Vohemar* et *Andapa*) dans le nord-est du pays, pour une puissance totale de 4,7 MW.

Maurice

Sortie officielle la liste noire de l'Union européenne

L'Union européenne confirme dans son journal officiel du 21 février la sortie de Maurice et de quatre autres pays (Bahamas, Botswana, Ghana, Iraq) de sa liste noire en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme. Cette décision, annoncée en décembre 2021 par la Commission européenne, vient récompenser les

efforts consentis par les autorités pour se conformer aux exigences internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBA/FT). Elle était également attendue par de nombreux acteurs économiques mauriciens et européens pour lesquels les procédures, contrôles et limitations pour les transferts d'argent ont été temporairement renforcés.

Ouganda

L'Ouganda se retire de l'Accord Internationale du Café

L'Ouganda a décidé de ne pas participer à la prorogation de deux ans (prenant effet le 02/02/2022) de l'Accord International du café (AIC) mise en place en 2007 sous l'autorité de l'Organisation Internationale du Café (OIC). Jugeant les dispositions de l'accord favorables aux pays consommateurs de café au détriment des pays producteurs, l'Ouganda espère, à l'instar d'autres pays producteurs, une meilleure prise en compte de ses intérêts. L'autorité publique, *Uganda Coffee Development Agency* (UCDA), souligne en effet que les pays acheteurs, favorisés par des prix indicatifs de composite mondiaux, achètent les grains verts (à bas coûts), y ajoutent de la valeur et obtiennent, par la suite, de meilleurs prix. Ainsi, l'Ouganda souhaite la mise en place d'un mécanisme de prix plus transparent et une réduction des taxes sur le café ougandais, les taxes étant imposées sur les exportations des pays producteurs alors que les pays acheteurs qui transforment et réexportent ne sont soumis à aucune taxation. L'Ouganda demande aussi que la classification de l'OIC reconnaisse et protège le caractère unique de ses grains de café *Robusta*, afin de créer de la valeur et exporter ainsi des produits à valeurs ajoutées supérieures. Le pays envisage de se concentrer sur ses objectifs d'augmentation des volumes de production et de montée en gamme. Avec d'autres pays africains, l'Ouganda ambitionne de stimuler la consommation intérieure de café en

Afrique (par la voie de l'Organisation interafricaine du café) à travers des stratégies de production adaptées. L'Ouganda, qui n'exporte que les grains bruts, est un acteur important de l'industrie du café (premier exportateur de café en Afrique avec en 2021 6,7 millions de sacs exportés pour une valeur de 718 MUSD). Ce retrait fait cependant craindre que le café ougandais ne trouve plus sa place sur le marché international (notamment en Europe qui représente 70% de ses exportations de café), faute d'obtenir le certificat d'origine fourni par l'OIC. UCDA affirme que cette décision n'aura aucun impact car l'OIC ne réglemente pas le commerce du café ; il indique que le gouvernement utilisera son propre certificat d'origine et le certificat d'origine du COMESA, déjà utilisé pour commercer avec les pays non membres de l'OIC.

Rwanda

Augmentation de 39% des exportations agricoles du Rwanda en 2021

Dans le rapport 2021 du *National Agricultural Export Board* (NAEB), l'institution annonce une augmentation de 39% des exportations agricoles du Rwanda qui s'établissent à 543 MUSD contre 390 MUSD en 2020. Selon le rapport, l'augmentation des exportations est principalement liée à la reprise économique post-Covid-19. Dans le détail et pour les principales sources d'exportations, plus de 35 000 tonnes de thé ont été vendues pour une valeur de 96,7 MUSD, contre 32 700 tonnes vendues pour une valeur de 90,2 MUSD sur la même période de 2020. Pour le café, le Rwanda a exporté 17 400 tonnes de café qui ont rapporté 78,3 MUSD de recettes, contre plus de 16 100 tonnes qui ont rapporté 55,2 MUSD au cours de la même période en 2020. A noter que le Rwanda disposera pour la première fois d'un stand au salon de l'agriculture à Paris lors duquel

il proposera à la dégustation notamment du thé et du café rwandais.

Comores

Projet d'accord-cadre entre le ministère de l'Economie et le fonds d'investissement saoudien CSE-2A

La rencontre entre le ministère comorien de l'économie et un fond d'investissement saoudien, le Conseil suprême de l'Economie Arabo-Africaine (CSE-2A) porte sur la future mise en place d'un accord cadre de partenariat visant l'implantation d'une usine agro-alimentaire, ainsi qu'un projet d'installation d'un bureau permanent du CSE-2A à Moroni. Le fonds d'investissement saoudien s'était déjà manifesté en 2021 à travers un accord avec la chambre de commerce de Dakar pour la construction d'un complexe immobilier.

Somalie

Le président et le premier ministre rejettent un accord pétrolier signé avec une entreprise américaine

Le président somalien Mohamed Abdullahi Farmaajo et le Premier ministre Mohamed Hussein Roble ont publiquement rejeté un accord d'exploration pétrolière de sept blocs *offshore* signé par le ministère du Pétrole et la société américaine *Coastline Exploration*. L'accord, signé vendredi 18 février, a été rejeté peu de temps après son annonce, affirmant qu'il violait le décret présidentiel interdisant les engagements et les accords avec des entités étrangères en période électorale. Cet accord devait permettre le lancement de l'exploration d'hydrocarbures au large de la Somalie. Des études sismiques récentes conduites par Soma

Oil & Gas et *Spectrum Geo* suggèrent en effet la présence d'importantes réserves sur la côte somalienne, la quantité de réserves prouvées n'est toutefois pas connue à ce jour. Malgré cette décision, qui fragilise d'autant le gouvernement, la Somalie semble vouloir reprendre ses activités d'exploration et attirer de nouveau les investisseurs et entreprises étrangères, en témoignent le renouvellement et renforcement récent du cadre fiscal et réglementaire.

🍷 Soudan

Baisse de l'hyperinflation et possibles signes avant-coureurs d'un décrochage du SDG

Pour le 5^{ème} mois d'affilé et malgré la situation critique que traverse ce pays, le taux d'inflation en glissement annuel poursuit sa décrue pour atteindre 260 %, comparé à 318 % en décembre et à 340 % en novembre. Dans le même temps, le prix du carburant a légèrement progressé (+ 4 % pour l'essence) alors que l'augmentation récente de 167 % du prix du cylindre de gaz vient d'être annulée ce 20 février (mode opératoire déjà utilisé lors de la récente série d'augmentations des tarifs d'électricité). Cette fébrilité gouvernementale dans la fixation des tarifs de l'énergie peut expliquer en partie le récent décrochage du taux de change officiel par rapport au taux parallèle, qui le 23 février a atteint 15 % (soit 443 SDG vs 510 SDG pour un dollar), loin de la fourchette maximum de 5 % fixée par les autorités soudanaises et qui était globalement respectée depuis fin juin 2021.

🍷 Soudan du Sud

Le réseau national de radio et de télévision, fourni par la Chine, devrait être livré d'ici août 2022

Le projet d'installation de nouvelles infrastructures de radio et de télévision, approuvé par les autorités chinoises en 2017, devrait s'achever en août 2022. Réalisé par les entreprises chinoises *China Dalian International Economic and Technological Cooperation Group* et *Beijing Yutian Suocheng Technology*, ce projet porte sur la construction d'un nouveau bâtiment de production de studios de télévision d'une surface totale d'environ 2 400 m² (un studio de télévision, un studio virtuel, un studio d'enregistrement, une salle de contrôle principale, une salle de lancement, une salle de bureau et des installations de soutien connexes), la formation des ingénieurs locaux à l'exploitation et l'entretien des équipements. Il vise à permettre de moderniser les infrastructures du pays, actuellement vétustes, à transformer les services de radiodiffusion et de télévision et améliorer la diffusion de l'information dans le pays.

🍷 Tanzanie

Visite officielle de la présidente Samia Suluhu Hassan à Paris : rencontre avec Medef International

Au cours de sa visite officielle en France à l'invitation du président Macron du 11 au 14 février 2022 (à Brest à l'occasion du *One Ocean Summit* et à Paris), la présidente de la Tanzanie a rencontré les représentants d'entreprises du MEDEF International lundi 14 février, l'occasion pour elle de promouvoir une nouvelle image de son pays auprès des investisseurs français. Elle a particulièrement insisté sur les réformes mises en œuvre pour rendre l'environnement des affaires attractif aux investissements étrangers. Le gouvernement tanzanien « *pro business government* » s'affiche favorable au secteur

privé. Les grands projets d'infrastructures en cours et à venir (la construction du barrage pour la génération hydroélectrique, de la voie ferrée SGR, les aménagements portuaires...) favoriseraient le développement économique et les investissements directs étrangers. Le gouvernement a exprimé son souhait de permettre au secteur privé de croître et de prospérer avec un minimum d'interférence de l'Etat. Les entreprises françaises étant les bienvenues, elles profiteraient de la simplification des procédures, d'une main d'œuvre à coût raisonnable, d'employés formés ou aptes à recevoir des spécialisations, d'un secteur privé encore insuffisamment développé mais dynamique, d'une croissance économique soutenue (la plus forte croissance économique des pays d'Afrique de l'Est) et de la stabilité politique du pays.

Visite de la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan à Paris : accords signés

Durant la visite officielle de la présidente, plusieurs accords bilatéraux ont été signés, en particulier dans le domaine de l'expertise dans les infrastructures de transport et le développement durable, et de l'économie bleue. Le ministre des Finances de Tanzanie a signé avec le président de l'AFD, une convention de financement de l'AFD pour la 5^{ème} phase du projet de *Bus Rapid Transit (BRT)* de la ville de *Dar-es-Salam* (178 MEUR) en soutien à la politique de développement de la mobilité urbaine durable de la ville. A également été signé un accord pour un prêt de 80 MEUR + 1 MEUR de subvention pour améliorer l'accès au financement du secteur de l'agriculture avec le Directeur de la Banque *Tanzania Agricultural Development Bank (TADB)*. La présidente a par ailleurs assisté à la signature d'une convention entre le ministère des Transports de Tanzanie et

Bouygues Bâtiment International autorisant Bouygues à mener une étude de faisabilité, sur financement Fasep, pour la réhabilitation du terminal 2 de l'aéroport international Julius Nyerere à Dar-es-Salam.

Visite de la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan à Bruxelles à l'occasion du sommet UE-UA

Plusieurs annonces faisant suite à la visite de la Présidente *Samia Suluhu Hassan* à Bruxelles la semaine dernière, confirment le dialogue nourri entre la Tanzanie et l'Union européenne après les tensions de l'ère de présidence Magufuli. La première annonce concerne le déblocage de 111,5 MEUR de fonds de développement, fonds qui avaient été demandés par la Tanzanie mais retenus par l'Union Européenne pendant la période de désaccord entre les deux parties. Par ailleurs, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé ce vendredi 18 février 2022 une subvention de près de 425 MEUR accordée à la Tanzanie par l'Union européenne pour soutenir divers projets de développement sur une période de 3 ans. De son côté, le gouvernement tanzanien a déjà réservé 180 MEUR de la subvention pour financer trois programmes différents visant l'amélioration de la numérisation dans le pays, le renforcement de l'égalité des sexes et le développement des villes vertes avec une première phase dans les régions de Tanga, Mwanza et Pemba.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international